



**Commission
internationale**

*Alternative
Libertaire*

Bulletin d'information - numéro 1 - Août 2015

www.alternativelibertaire.org www.anarkismo.net

Lors du congrès¹ d'Alternative Libertaire, du 23 au 25 mai 2015, la Commission internationale a fourni un bilan détaillé de ses activités ces dernières années et fait des propositions, dont celle de publier un bulletin d'informations internationales ; en voici le numéro 1. Au sommaire :

Rencontre avec des libertaires **cubains**;

(Pages 2 et 3)

Liberté pour Koltchenko, Sentsov et tous les prisonnier-es politiques de l'Etat **russe**

(Pages 3 et 4)

Contre l'Etat raciste et colonialiste d'**Israël**,
Boycott, Désinvestissement et Sanctions !

(Pages 5 et 6)

Déclaration de la Black Rose Anarchist
Federation sur le massacre de **Suruç**

(Page 7)

Collectif "Anarchistes solidaires du **Rojava**"

(Page 8)

Ayotzinapa, un an après: nous n'oublions
pas, le gouvernement mexicain doit payer!

(Page 8)

Le mouvement libertaire au **Chili**

(Pages 9 à 11)

Contre le sommet des chefs d'Etat **européens**;

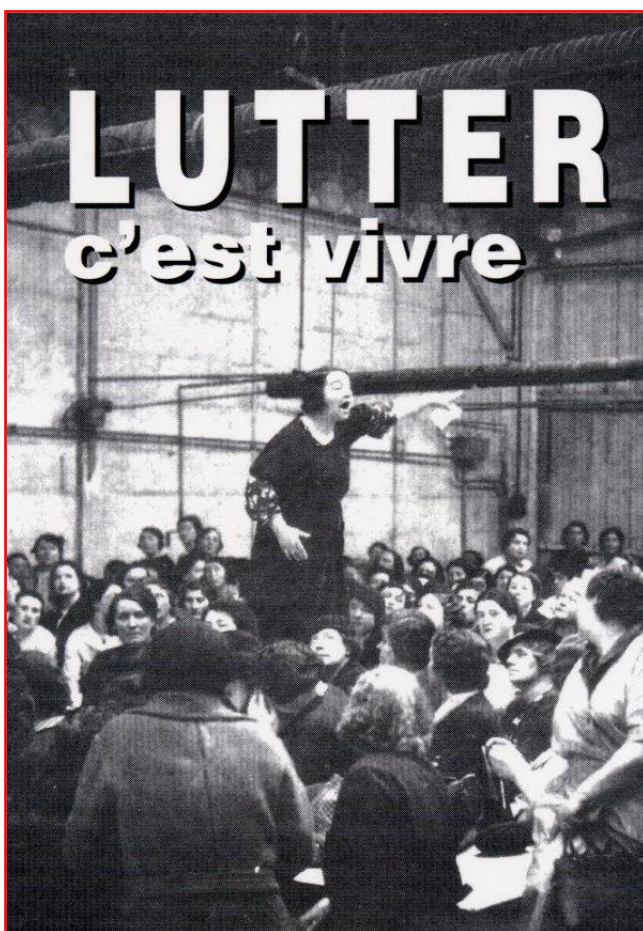
(Page 11)

Salon de l'édition anarchiste et libertaire, à
Florence, les 2, 3 et 4 octobre

(Page 11)

Alternative Libertaire s'engage dans la mobilisation climat à l'occasion de la **COP21**

(Page 12)



¹ Les organisations d'autres pays qui étaient présentes ou avaient envoyé des messages : Via Libre, Bogota (Colombie) www.federacionanarquistaderosario.blogspot.com - Le Commun Libertaire (Tunisie) - Front Anarchiste Communiste Zabalaza (Afrique du Sud) www.zabalaza.net - Fédération Anarchiste de Rosario (Argentine) www.federacionanarquistaderosario.blogspot.fr - Fédération Anarchiste de Rio de Janeiro (Brésil) www.farj.org - Collectif Communiste libertaire de Bienne (Suisse) www.grupolibertariovia libre.blogspot.fr - Organisation Socialiste Libertaire (Suisse) - Alternativa Libertaria / Federazione dei Comunisti Anarchici www.fdca.it - Confederación General del Trabajo www.cgt.org.es

Rencontre avec des libertaires cubains

Le 15 juin, à Toulouse, nous avons rencontré deux camarades du groupe Alberto Lopez de La Havane ; le groupe est lié à la Fédération Anarchiste des Caraïbes même s'ils et elles n'ont pu participer au congrès fondateur, l'Etat cubain ayant refusé les autorisations de sortie du territoire. Il n'y a aucun contact avec d'éventuel-les libertaires sur le reste de l'île cubaine. Ils et elles s'inscrivent dans un cadre plus large, l'Observatoire critique cubain¹, dans lequel se retrouvent des associations de luttes, féministes, écologistes, antiracistes, LGTB, etc.

La répression et le contrôle politique demeurent des marques de fabrique du régime cubain ; dans la période, cela se concentre surtout sur la droite réactionnaire extrêmement agressive envers le castrisme. Le groupe libertaire parvient, tant bien que mal, à éditer quelques tracts, malgré la pénurie de papier et l'accès très difficile à Internet ; quelques apparitions publiques ont été réalisées, notamment lors du Premier mai.



La réalité cubaine à l'heure de la normalisation avec les Etats Unis

Le peuple cubain attend avec enthousiasme cette nouvelle situation et porte de sérieux espoirs dans l'amélioration du niveau de vie. Depuis l'arrivée au pouvoir de Raoul Castro il y a eu une l'ouverture d'un secteur privé (composé de petites et moyennes entreprises notamment de tourisme) et des licenciements massifs de fonctionnaires dont l'âge de départ en retraite a été relevé. Les conventions collectives, le code du travail ont aussi été remis en question. Dans le privé, le contrat de travail peut être simplement oral. De fait, une classe moyenne de petits patrons exploités est en train d'émerger mais rien de bon pour le droit des travailleurs et travailleuses de ces nouvelles entreprises. Toutes ces décisions sont prises avec l'aval du « syndicat » unique qui n'est que la courroie de transmission du pouvoir castriste.

La population noire qui avait eu socialement une nette amélioration de ses conditions avec la révolution cubaine risque à nouveau de régresser socialement. Si le racisme reste très marginal, on sent quand même un retour à des discriminations importantes ; il arrive, même si c'est encore marginal, de voir afficher dans des commerces la mention « *cherchons à embaucher une serveuse de race blanche* ».

Au début de la révolution la majorité de la population était rurale. Un exode rural important a été plus ou moins autoritairement organisé. Non seulement les campagnes ont été abandonnées mais par cette politique de promotion urbaine, Cuba n'est plus autosuffisant en production agricole locale. Il ne reste actuellement que 10% de petits producteurs et productrices, quand 50% des terres sont accaparées par de grandes propriétés d'Etat. Des terrains de golf 'poussent' dans toute l'île y compris dans des réserves sauvages et les populations locales sont expulsées sans ménagement. Le partenariat privilégié avec le Venezuela n'a pas eu que des aspects positifs : les pesticides sont venus en même temps que l'essence fournie par celui-ci. Il faut donc relativiser la propagande officielle qui présente l'agriculture cubaine comme entièrement écologique.

En ce qui concerne les affaires, aussi bien en agriculture que dans l'industrie ou le commerce, il y a une verticalité des commandes qui fait que même des structures « autogérées » sont à la merci des institutions étatiques. D'autre part, la caste étatique est prédominante dans les nouvelles sociétés d'économie mixte.

¹ www.observatoriocriticocuba.org

Qui gouverne économiquement le pays ?

Ce n'est pas l'appareil du parti unique, qui est plutôt un réseau de collaboration et de contrôle social, qui est le grand gagnant de la libéralisation économique ; ce n'est pas vraiment la haute caste de l'appareil d'Etat, même si des individualités peuvent s'être rapidement enrichies. C'est avant tout l'appareil militaire qui tire les marrons du feu. Les militaires sont le pilier du système castriste et le garant de la « paix sociale ». Ils peuvent, en toute impunité, se saisir d'avantages pécuniaires en contrôlant le système économique, ce sont les principaux entrepreneurs du pays. Des retraités de l'armée accèdent aux commandes d'entreprises, placés là par la hiérarchie militaire. Si l'Etat a été le grand promoteur du capitalisme local, aujourd'hui, on peut qualifier le système politico économique de « capitalisme militaire ».

Conclusion

Lors des années terribles¹, la jeunesse actuelle avait une dizaine d'année. Elle a mal vécu cette extrême pauvreté. Leurs parents ont connu le début de la Révolution cubaine avec tout l'engouement de la population durant cette période. Cette génération plus âgée reste nostalgique de la période révolutionnaire qui a amené de réelles avancées pour la population la plus défavorisée, notamment la population noire. La jeune génération traumatisée associe la Révolution à la Période Spéciale. Ce que l'impérialisme américain n'a pas réussi à faire par le blocus, il est en train de le gagner par l'ouverture au libéralisme économique !



Liberté pour Koltchenko, Sentsov et tous les prisonnier-es politiques de l'Etat russe

La situation d'Alexandr Koltchenko est emblématique de la répression exercée dans cette région du monde. Mais son cas est loin d'être le seul. A travers Koltchenko, ce sont les libertés démocratiques de tous et toutes que nous défendons. En France, un collectif unitaire s'est mis en place et Alternative Libertaire y participe activement².

Depuis plusieurs années, Alexandr Koltchenko est connu en Crimée pour ses engagements antifascistes, syndicaux, anarchistes, écologistes. Ayant diffusé un film sur l'assassinat de la journaliste indépendante criméenne Anastasia Baburova à Moscou en 2009, il avait déjà été attaqué au couteau par une bande fasciste. Il a poursuivi ses activités militantes en faveur des droits humains et a ainsi participé, dans le camp clairement antifasciste, aux manifestations de la Place Maïdan qui ont abouti à chasser le président ukrainien Ianoukovytch, dont le clan pillait les richesses et exploitait la population de ce pays.

Lors de l'intervention militaire russe en Crimée, Alexandr Koltchenko a organisé des manifestations pacifiques de protestation contre l'occupation militaire, qui a faussé le référendum, aux côtés de citoyennes et citoyens tatars, ukrainiens ou russes. Quelques jours avant l'une de ces manifestations, la police politique russe (FSB) a enlevé plusieurs des organisateurs de ces résistances populaires ; ce fut le cas d'Alexandr Koltchenko, le 16 mai 2014.

¹ La « Période Spéciale » date des années 1990, c'est un moment accru de l'embargo américain qui a suivi la désagrégation de l'URSS. Le pays a connu à ce moment une baisse terrible du revenu pour les habitant-es de l'île frôlant même avec des périodes de disette. C'est le Venezuela de Chavez dans les années 2000 qui a redonné un coup d'oxygène à Cuba.

² <http://www.alternativelibertaire.org/?Pour-Alexandr-Koltchenko-les-27-et>

Avec trois autres personnes ainsi kidnappées, il a été accusé notamment d'« *organisation d'un groupe terroriste lié à l'extrême droite ukrainienne* ». S'ensuit une litanie d'accusations délirantes : Koltchenko est accusé d'avoir planifié des explosions près de la statue de Lénine à Simféropol les 8 et 9 mai, saboté des voies ferrées et des lignes électriques, tenté d'incendier les locaux de l'Unité Russe et de la Communauté russe de Crimée le 14 avril, et ceux de Russie Unie le 18 avril !

- ⇒ Alexandr Koltchenko est un antifasciste que la police politique tente de faire passer pour un fasciste.
- ⇒ Alexandr Koltchenko est un homme qui se considère comme citoyen ukrainien et que la police politique russe veut juger en tant que russe. Il est enfermé dans des conditions draconiennes, ses avocats sont privés des droits élémentaires d'une défense digne de ce nom, et il est sous la menace de 15 à 20 ans de camp de travail.
- ⇒ La situation d'Alexandr Koltchenko est emblématique de la répression exercée dans cette région du monde. Mais son cas est loin d'être le seul. A travers Koltchenko, ce sont les libertés démocratiques de tous et toutes que nous défendons. Notre démarche, comme celle de Koltchenko, s'oppose donc à celles et ceux qui veulent restreindre ces libertés. Nous exigeons également la libération du cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, détenu sous les mêmes accusations et risquant une peine semblable.

Nous appelons à amplifier la solidarité internationale afin de dénoncer leur enlèvement et leur détention par les autorités russes (qui comptent les juger début juillet), exiger leur libération immédiate, et pour que le gouvernement ukrainien revendique explicitement leur libération.

Partout dans le monde, la solidarité internationale s'organise ! Les mouvements libertaires y prennent toute leur place¹.

Des informations « en direct », notamment sur le procès concocté par l'Etat russe contre Koltchenko et Sentsov sont disponibles sur le site d'Action Autonome².

Nous continuons les actions dirigées vers l'ambassade ou les consulats russes (des rassemblements ont été organisés à plusieurs reprises), et pour faire connaître la situation des prisonniers politiques de l'Etat russe (des affiches et autocollants sont disponibles, des réunions publiques peuvent être programmées).

Nous poursuivons la souscription pour financer les frais de justice et aider ses comités de soutien à populariser la campagne de solidarité en Russie et en Ukraine. Les règlements sont à adresser à Solidaires (à l'ordre de Solidaires, avec au dos du chèque Koltchenko), 144, bd de la Villette, 75019 Paris.

SOLIDARITE INTERNATIONALE

СВОБОДУ
LIBÉREZ

ALEXANDER
АЛЕКСАНДРУ
KOLTCHENKO
КОЛЬЧЕНКО

Contact : soutien.koltchenko@gmail.com
Faites parvenir vos dons à Solidaires, 144, boulevard de la Villette, 75019 Paris
(avec au dos du chèque la mention «Koltchenko»)

¹ www.freekoltchenko.wordpress.com

² www.avtonom.org

Contre l'Etat raciste et colonialiste d'Israël, Boycott, Désinvestissement et Sanctions !

Outre la participation active de nombreux Collectifs locaux d'Alternative Libertaire aux initiatives de la campagne nationale Boycott, Désinvestissement, Sanctions, Alternative Libertaire a récemment pris position nationalement sur deux sujets en rapport direct avec cette campagne :

- Pour appeler la Ligue des Droits de l'Homme à renoncer aux poursuites judiciaires lancées contre le comité BDS 34.
- Contre l'initiative de la Mairie de Paris mettant à l'honneur la ville de Tel-Aviv, à l'occasion de « Paris plages ».

**Alternative
Libertaire**

Alternative libertaire

BP 295

750921 Paris Cédex 19

international@alternativelibertaire.org

Aux camarades de la
Ligue des droits de l'homme

Le 26 juillet 2015,

Bonjour,

La Ligue des droits de l'homme, comme Alternative libertaire, comme bien d'autres organisations associatives, syndicales et politiques françaises, est engagée depuis longtemps dans le soutien international au peuple palestinien. Ce combat repose sur l'exigence des droits élémentaires dus à tous les peuples, sur une lutte sans concession contre l'Etat raciste d'Israël, mais intègre tout autant le rejet définitif et sans compromission de toutes publications ou propos antisémites.

Pour cette raison, comme les autres organisations du mouvement de soutien au peuple palestinien, nous avons été indignés par une publication antisémite momentanément relayée sur un Facebook rattaché à la section de l'Hérault de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS 34).

Les camarades de BDS 34 ont sans aucun doute commis une faute politique en laissant cette publication en ligne quelques jours. Mais la suite qui a été rapidement donnée, dès les premiers signalements, montre qu'il n'y a pas d'ambiguïté sur le sens de l'engagement du comité BDS 34 et de ses membres.

Cher-ers camarades de la LDH, nous nous adressons à vous aujourd'hui pour vous demander de mettre fin à la procédure judiciaire que vous avez initiée à ce sujet ; il serait désastreux d'afficher sur la place publique et devant les tribunaux une telle fracture au sein du mouvement de soutien au peuple palestinien. Celui est divers, recouvre des formes d'actions multiples, des campagnes différentes mais souvent complémentaires ; c'est une de ses forces que de respecter cet équilibre. A n'en pas douter une telle procédure juridique l'affaiblirait considérablement.

D'ailleurs, de ce point de vue là, la liste des organisations qui se sont constituées partie civile – BNVCA, LICRA, Avocats sans frontières – est éloquente. La LDH n'est évidemment pas responsable des décisions des organisations qui combattent à longueur d'années celles et ceux qui défendent les droits du peuple palestinien ; mais le retrait de la plainte mettrait un terme à cette situation.

Encore une fois, nous insistons sur le fait que notre demande prend en compte la réaction du comité BDS 34, dès les faits connus ; à notre sens, et là aussi nous pensons pouvoir affirmer que c'est l'opinion de nombreuses autres organisations, une attitude différente n'aurait pas été compatible avec le mouvement de soutien au peuple palestinien dont nous nous revendiquons.

Dans l'attente d'une suite nous espérons positive, et dans le respect de l'indépendance de votre organisation, nous vous adressons nos amicales salutations militantes.

Pour Alternative libertaire,

Marouane Taharouri et Mouldi Cé



Alternative libertaire

Alternative libertaire

BP 295
750921 Paris Cédex 19
international@alternativelibertaire.org

Un an après l'attaque sanglante de la bande de Gaza par l'arme israélienne, la mairie de Paris a décidé de mettre les berges de la Seine au service de la propagande de l'État d'Israël en organisant, le 13 août, dans le cadre de Paris-Plages, l'animation festive "Tel-Aviv-sur-Seine".

Malgré les dénégations de la maire, Anne Hidalgo, célébrer ainsi la capitale d'un État raciste et colonialiste apparaît bien comme une occasion, pour le gouvernement Netanyahu, de redorer son image et de faire oublier les violences quotidiennes que subit la population palestinienne.

Mettre en avant une « ville balnéaire appréciée des noctambules du monde entier », c'est passer volontairement sous silence la situation d'apartheid qui prévaut en Israël — y compris à Tel-Aviv —, c'est passer sous silence la colonisation qui se poursuit impunément dans les Territoires palestiniens, c'est passer sous silence le blocus maritime criminel et le mur honteux qui maintiennent dans la misère la population de la bande de Gaza, tout cela à quelques kilomètres de Tel-Aviv.

Face à cette hypocrisie, Alternative libertaire soutient l'appel à mobilisation de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions et encourage toutes celles et tous ceux que la politique israélienne révolte à protester contre l'organisation, par la Ville de Paris, de cette obscène opération de propagande.

Contre l'apartheid, contre l'occupation et contre la colonisation, nous continuerons d'appeler au boycott de l'État d'Israël tant que les droits des Palestiniennes et des Palestiniens ne seront pas reconnus.

Paris, le 11 août 2015

¹ www.bdsfrance.org

Déclaration de la **Black Rose Anarchist Federation**¹ sur le massacre de Suruç

Aujourd'hui, nous pleurons la perte d'amis et de camarades et renouvelons en leur mémoire notre engagement à la lutte révolutionnaire internationale. **A midi, dans la ville frontalière de Suruç, dans le Kurdistan turc, une bombe a dévasté les corps de communistes, socialistes et anarchistes qui étaient en chemin pour aider à la reconstruction de Kobane.** Des dizaines de personnes ont été tuées, de nombreuses blessées. Un membre Black Rose était présent pour aider à la préparation d'une campagne de soutien à la reconstruction de Kobane et du Rojava, mais n'a pas été blessé dans l'explosion. Une demi-heure après l'attentat, la ville de Suruc a été secouée une fois de plus alors qu'une deuxième bombe a explosé à la frontière avec Kobane. Les nouvelles indiquent que ce fut une attaque à la voiture piégée qui a été arrêtée par les forces d'auto-défense ce qui a limité les dégâts.

Le voyage à Kobane était organisé par l'organisation marxiste-léniniste Sosyalist Gençlik Dernekleri Federasyonunun (SGDF). Ils ont rassemblé des jeunes - des familles entières - de partout en Turquie et au-delà pour apporter leur soutien à la révolution sociale qui se développe au Kurdistan syrien. Jusqu'à 300 personnes se préparaient à traverser la frontière pour aider à reconstruire la ville, en apprendre davantage sur les développements politiques, et de relier les luttes de la gauche turque avec le mouvement kurde.

Après l'attentat, les premières réponses furent des véhicules militaires blindés de l'Etat turc occupant qui se sont positionnés en face du Centre culturel Amara pour bloquer la rue et pointer leurs armes sur les révolutionnaires blessés et traumatisés. Les ambulances ont été si longues à arriver qu'il a fallu organiser des voitures privées pour amener les blessé-es à l'hôpital. L'armée et la police étaient sur les lieux en quelques minutes et ont formé une ligne anti-émeute avant même que les premières ambulances arrivent. Leur vigilance ne devrait pas surprendre, car ils avaient harcelé activement les révolutionnaires arrivant en bus à Suruc ce matin là, suivant nombre d'entre eux et elles, allant jusqu'à appeler les familles des jeunes pour leur dire que leurs enfants s'en allaient rejoindre « les terroristes » au Rojava.

Cela démontre l'attitude de l'État et indique une triste réalité : la Turquie poursuit sa politique meurtrière envers les kurdes et cette attaque peut être considérée comme un accomplissement de la promesse de M. Erdogan d'arrêter le Rojava par tous les moyens nécessaires. Dans les prochains mois, Black Rose continuera à d'élargir la solidarité avec le Rojava en organisant des comités de soutien et des réseaux de solidarité. Nous espérons avoir votre soutien. **Biji Rojava! Vive le Rojava !**



A consulter également : l'expression d'Alternative Libertaire².

¹ www.blackrosefed.org

² www.alternativelibertaire.org/?Kurdistan-apres-Suruc-l-heure-est

Collectif "Anarchistes solidaires du Rojava"

Ce collectif¹ rassemble des militants et militantes anarchistes, libertaires et anti-autoritaires, réunis pour apporter un soutien à la révolution sociale actuellement en cours au Rojava, et pour aider dans la mesure du possible les populations kurdes menacées par les forces réactionnaires, que ce soit Daesh, les pays frontaliers ou les forces de la coalition.



Nous sommes solidaires de l'expérience d'auto-organisation qui a lieu actuellement au Rojava, avec le soutien et sous la protection du PYD et de ses structures d'autodéfense (YPG/YPJ), qui sont pour nous les principales forces progressistes de la région.



Les militants et militantes composant notre initiative sont des individuels, des membres d'organisations politiques ou encore participent à des squats. Le collectif a organisé des réunions publiques, certaines avec des représentants et représentantes de la DAF (Action révolutionnaire anarchiste de Turquie), publié des tracts d'information sur la situation au Rojava, des analyses, lancé une souscription, participé à plusieurs actions unitaires...

La réunion de rentrée se tiendra le 4 septembre et Alternative Libertaire y sera représentée.

Ayotzinapa, un an après : nous n'oublions pas, le gouvernement mexicain doit payer !



Il y a un an, 43 étudiant-es d'Ayotzinapa² ont « disparu ». La responsabilité des autorités mexicaines est évidente ; c'est un massacre de plus à mettre au compte de cet Etat autoritaire et répressif ; et F. Hollande a fait du président Peña Nieto l'invité d'honneur des festivités du 14 juillet ! Pourchassé-es par la police – et pour certain-es, arrêté-es – nous avons symboliquement fait couler le rouge du sang dans plusieurs fontaines parisiennes. Comme nous l'avons fait à plusieurs reprises depuis 2014, nous manifesterons de nouveau le 26 septembre 2015 ; partout à travers le monde, nous redirons notre solidarité avec les proches de tous ces jeunes assassiné-es par le pouvoir mexicain et les nervis à sa solde, nous exigeons que les responsables paient pour leurs crimes.

¹ www.rojavasolidarite.noblogs.org

² <http://ayotzinapaenlutte.blogspot.fr>

Le mouvement libertaire au Chili

Au printemps 2015, nous avons organisé une réunion publique avec un militant libertaire chilien afin de discuter du contexte politique et social au Chili, du mouvement social et syndical ainsi que du mouvement libertaire en particulier. Le camarade chilien présent prend part depuis un an déjà au processus de création d'une nouvelle organisation politique communiste libertaire ; il est rédacteur du journal Solidaridad¹. Il fait également partie d'un collectif de travailleurs et de travailleuses libertaires (en lien avec la future organisation) nommé Frente de los trabajadores y trabajadoras Enersto Miranda à Santiago.

Alternative Libertaire et en particulier le CAL Marseille, a soutenu Mauricio lorsqu'il a été mis en détention suite à une manifestation commémorant les 40 ans du coup d'état le 11 septembre 2013 à Villa Francia (Santiago) avec 13 autres personnes, puis victime d'un montage judiciaire l'accusant de terrorisme/détention de produits explosifs, etc., pour lequel il risquait 3 ans de prison avec sursis. La mobilisation militante avait permis sa relâche, ce qui n'est pas le cas de tous les inculpé-es de Villa Francia.



Le contexte social et syndical

Après le très fort mouvement étudiant de 2011 qui a redynamisé les luttes au-delà de ce secteur, après la mise en place d'un nouveau gouvernement de centre/gauche, incluant le PC, on constate la mise en œuvre de réformes mais qui ne s'attaquent pas du tout aux problèmes de fond et qui ne répondent pas aux promesses faites (sur l'augmentation du salaire minimum, sur la refonte du Code du travail hérité de la dictature, etc.) ; le ministre du travail est du PC et cela pèse considérablement sur l'attitude de la principale centrale, la CUT.

Il existe deux réseaux de ce que nous appellerions ici des syndicats "alternatifs, de luttes" : le premier autour de syndicats assez forts, dans des secteurs importants pour l'économie chilienne (ports, extraction du cuivre, etc.), le second autour de petits syndicats notamment du commerce ; ils ont formé un comité d'initiative pour l'unité syndicale. Les revendications principales portent sur la mise en place d'un régime public de retraites (actuellement celles-ci correspondent à 50% du salaire minimum), la refonte du Code du travail, la fin des contrats précaires, la légalisation du droit de grève et de la création de syndicats de branche ... Car beaucoup de choses n'ont pas changées dans les "relations de travail" depuis l'époque de la dictature.

Deux luttes venaient de démarrer lors de cette réunion publique : à l'échelle nationale dans une chaîne de supermarchés (Jumbo) qui appartient à un consortium présent sur beaucoup de pays d'Amérique du sud (Cencosud), le second sur la construction du métro de Santiago. Le lien a été fait avec le Réseau syndical international de solidarité et de luttes² ... et avec les camarades de la CGT de l'Etat espagnol puisque le camarade se rendait ensuite à Barcelone.

¹ www.periodico-solidaridad.cl

² www.laboursolidarity.org

Le mouvement libertaire au Chili

Au Chili l'héritage du mouvement anarchiste du début du 20^{ème} siècle a été largement effacé par la dictature. Le mouvement se redéveloppe réellement dans les années 1990, tout d'abord dans le milieu de la contre-culture puis dans le mouvement social. Au cours de cette décennie, des anarchistes décident de travailler davantage avec le mouvement social et fondent le Congrès d'Unification Anarcho-Communiste (CUAC) en 1999.



Plus tard celui-ci change de nom et s'appelle Organisation Communiste Libertaire (OCL) et développe une perspective de militance sociale qui se divise en différents fronts de lutte suivant l'exemple du MIR des années 70¹.

L'OCL est à ses débuts une organisation clandestine, mais elle crée une autre organisation publique, large et autonome (sur le papier) : le front étudiant libertaire (FEL). Le FEL est alors un référentiel dans le mouvement étudiant car il regroupe de nombreux-ses étudiant-e-s et impulse des pratiques horizontales et de démocratie directe. En 2011, en pleine mobilisation étudiante contre la réforme de l'éducation, la Fédération Communiste Libertaire (FCL) de Santiago décide de rentrer à l'OCL comme tendance, afin de mieux coordonner sa lutte dans le mouvement. Le FEL grossit énormément à cette période et a une influence non négligeable dans le mouvement étudiant. Il est présent sur 17 villes au Chili.

L'influence du mouvement libertaire s'est donc énormément développée dans le mouvement étudiant et a permis de passer d'un système vertical à un système horizontal. Toutefois, face au développement des luttes de masse, survient une crise de stratégie au sein de la gauche révolutionnaire : Que faire pour capitaliser à long terme le travail mené par les communistes libertaires au sein du mouvement ?

Une partie de l'OCL pense que la mobilisation est arrivée à un pallier, qu'il n'est plus possible de lutter en dehors de l'Etat et qu'il est nécessaire de rentrer dans le système électoral et de prendre le pouvoir à tous les niveaux (des communes aux postes de député-es) afin de pouvoir gérer des ressources... et arriver à nouvelle étape de lutte. C'est la théorie de la « rupture démocratique ». C'est un alignement sur le modèle vénézuélien et un virage historique, en contradiction avec les principes anarchistes anti-étatiques.

Ainsi, en 2013, l'OCL s'allie à la gauche « progressiste » (à travers la red libertaria) pour participer aux élections et soutenir un candidat commun. Cette candidature va agglomérer pas mal de monde à gauche du PC. Suite à cette décision, l'OCL implose avec le retrait de plusieurs groupes qui la constituaient. Ceci entraîne l'émiettement du mouvement libertaire, mais aussi des fronts intermédiaires de lutte liés à l'OCL, comme le FEL et d'autres moins importants créés autour de thèmes comme le féminisme, le syndicalisme, l'écologie, etc.

De nombreux-ses camarades renoncent au militantisme, mais d'autres se regroupent pour former une nouvelle organisation. C'est celle qui voit le jour en ce moment et qui aspire à favoriser l'action de masse, multisectorielle, par la base. Ce processus de création regroupe des militant-es de 16 villes différentes. Les militant-es sont investi-es sur des luttes syndicales, écologiques, de quartier ou encore étudiantes et essaient, ici encore, de s'organiser par fronts, mais en se référant cette fois-ci à l'especificismo² (en lien avec d'autres organisations sud-américaines).

¹ Movimiento de Izquierda Revolucionaria

² L'especificismo est un courant anarchiste qui naît avec la Fédération Anarchiste Uruguayenne (FAU) et s'inspire de l'héritage des pensés de Bakounine et Malatesta, enrichies par la pratique et le contexte latino-américain. Ce courant prône l'organisation spécifique en tant qu'anarchistes et l'action dans le mouvement social via « l'insertion sociale ». Pour plus d'infos voir les articles de la FARJ en français sur Anarkismo : www.anarkismo.net/article/23581 - www.anarkismo.net/article/23583 - www.anarkismo.net/article/23584 - www.anarkismo.net/article/23585

Ce processus de création est mis en place depuis un an, avec des réunions par région et par thème. Le Front Ernesto Miranda est le premier front (syndical) à se constituer publiquement (début 2015) et soutient activement les luttes de Jumbo et celles du métro de Santiago. Ses militant-es sont également investi-es dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la justice, des ports et dans certaines usines. Il est également prévu de créer une école de formation pour les militant-es syndicaux.

En tant que tendance libertaire dans le mouvement social ils participent aux deux réseaux de syndicats suscités, dans l'idée de :

- participer à l'impulsion de la démocratie directe et de l'unité syndicale,
- de contribuer à renforcer l'indépendance politique de la classe des travailleurs et travailleuses,
- d'assurer le soutien mutuel et la solidarité.

Un dilemme se présente aujourd'hui aux libertaires investi-es dans le syndicalisme de lutte : doit-on contribuer à ce que ces différents secteurs se rejoignent en une « centrale » syndicale alternative et anticapitaliste ou tenter de s'emparer de la CUT et d'en faire un syndicat de base ? Ce sont des options encore en débat, du fait du nombre de militant-es présent-es, mais aussi car toutes les expériences de grosses grèves récentes ont été menées par des syndicats en dehors de la CUT.

En ce concerne l'OCL actuellement elle reste l'organisation la plus grande après le PC : elle est devenue une organisation d'unification des petites organisations favorables à la stratégie électoraliste. Elle est très présente dans les luttes portuaires, est l'organisation avec le plus de dirigeantes ouvrier-es, et a le contrôle – avec d'autres groupes avec qui elle forme, par l'intermédiaire du FEL, le « bloque conducción » - du mouvement étudiant en ce moment. Elle a aussi une influence à l'échelle de l'Amérique latine avec des secteurs affiliés à l'OCL dans d'autres pays : Argentine, Pérou, Colombie et Venezuela...

Contre le sommet des chefs d'Etat européens

Les 16 et 17 octobre à Bruxelles, les chefs d'Etat européen tiennent un de ces « sommets » durant lesquels ils et elles entendent décider de notre avenir. Prolongeant des mouvements comme le blocage de la Banque Centrale Européenne en mars dernier à Francfort, diverses organisations associatives, syndicales et politiques européennes préparent un contre-sommet, des manifestations, l'encercllement de celles et ceux qui se prennent pour une élite. Avec les camarades du CAL Bruxelles, et d'autres délégations venues de différentes villes de France, Alternative Libertaire sera dans les rues bruxelloises mi-octobre !

Salon de l'édition anarchiste et libertaire, à Florence, les 2, 3 et 4 octobre

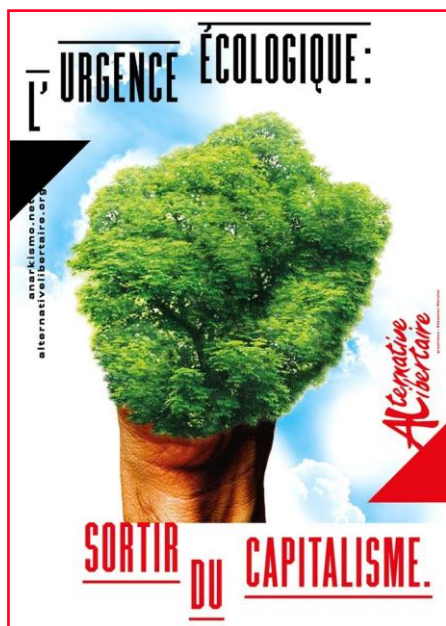
2015 sera l'année de la 7^{ème} édition de la **vetrina dell'editoria anarchica e libertaria**, organisée par l'Athénée libertaire de Florence (Italie). Comme les fois précédentes, Alternative Libertaire sera représentée lors de cette initiative à caractère international.



Alternative Libertaire s'engage dans la mobilisation climat à l'occasion de la COP21

Motion adoptée lors du 12^{ème} congrès d'Alternative Libertaire (mai 2015)

Plusieurs initiatives phares se préparent pour décembre : la mobilisation de la Coalition climat, le camp politique autonome de Bure du 1er au 10 août (qui se prépare via des rencontres entre groupes autonomes de toute la France), Alternatiba, et, dans une moindre mesure, initiative des Décroissants (grève pour l'économie).



La COP ne représente pas une perspective de lutte concrète. Les négociations internationales sont ineptes ou contraires aux solutions réelles pour le climat, et aujourd'hui l'accord de Paris va déboucher sur un renoncement des Etats à faire quoi que ce soit avant 2020. Par ailleurs le climat, plus qu'un front de lutte, est une bataille qui se mène principalement ailleurs que pendant les conférences internationales des Etats, dans les mouvements anti-extractivistes, de défense des paysans au Nord comme au Sud, de lutte contre le libre-échange et le TAFTA, etc.

Donc pour AL, l'enjeu premier de la COP est de populariser ses propositions pour faire face la crise climatique et plus généralement sur la crise écologique qui monte. C'est également une occasion importante de participer (notamment sur Paris) à une foule d'initiatives et de mouvements.

Dès lors, la commission écologie propose à l'organisation les axes d'intervention suivants :

La réalisation d'un 4-pages, d'articles et de tracts à diffuser jusqu'au mois de décembre dans le cadre d'une campagne nationale d'AL, et à chaque fois que possible l'organisation de réunions publiques locales. Pour cela nous prévoyons d'animer un débat sur le sujet aux journées d'été.

Mandater plusieurs camarades au sein d'une commission campagne COP21, pour animer une campagne d'une part, et d'autre part pour suivre les agendas des différents mouvements, de manière à préparer notre participation aux manifestations de décembre : le SI écologie n'a pas les moyens d'assumer seul les échéances, bien que nous estimions que l'organisation ne peut pas se permettre de rater son apparition lors de la COP.

Pour la coalition : AL comme toutes les organisations politiques n'y est pas admise en tant que telle. Seul-e-s ses militant-e-s, participant individuellement dans un collectif local, le pourront. Aujourd'hui nous relevons deux faiblesses en son sein. D'abord l'absence de débat politique en son sein (les discussions sont restreintes aux « actions » sur la base du slogan commun « changer le système, pas le climat »). Plus inquiétant, il s'y met en place un refus de la diversité des pratiques et une volonté d'imposer une non-violence sous une forme dogmatique. Nous craignons de voir s'installer une confrontation entre les différentes parties de la résistance face à la COP21.

Le Secrétariat Ecologie signale que nous avons été contactés par Ensemble ! et le NPA pour construire une intervention commune des organisations politiques s'inscrivant dans le débat sur l'écologie socialiste, à l'occasion de la COP. Le Secrétariat Ecologie propose à l'organisation de s'inscrire dans cette initiative.

Pour finir, cette campagne nécessite aussi la mobilisation des camarades au sein de leur collectif local (exemples : Climat social à Montreuil ou Lyon), qu'il s'agisse de Coalition locale, ou de collectifs unitaires créés à cet effet.